

Nom Prénom.

Né(e) le

Domicile:

Profession:

Situation personnelle: **pacsé(e), marié(e)...**

Situation administrative:

à

Monsieur le Président

Et Mesdames et Messieurs les Conseillers composant le Tribunal Administratif de **ville du TA**.

Requête pour l'annulation de la décision d'affectation du **date et de l'arrêté d'affectation du **date** qui m'affectent dans **indiquer les entorses au droit (ex: dans une discipline différente de ma discipline de recrutement, dans deux établissements situés dans des communes différentes...)**.**

POUR : requérant(e), M./Mme **Nom Prénom**, situation administrative.

CONTRE : Monsieur/ madame le recteur de l'Académie de **nom de l'académie**, Rectorat de l'Académie de **nom de l'académie**, adresse du rectorat.

Objet: recours pour l'annulation de la décision d'affectation du **date et de l'arrêté d'affectation du **date** qui m'affectent dans **indiquer les entorses au droit (ex: dans une discipline différente de ma discipline de recrutement, dans deux établissements situés dans des communes différentes...)**.**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

J'ai l'honneur de demander au Tribunal de bien vouloir annuler la décision d'affectation du **date** et de l'arrêté d'affectation du **date** par lesquels Monsieur/Madame le recteur de l'Académie de **nom de l'académie** m'a affecté dans **indiquer les entorses au droit (ex: dans une discipline différente de ma discipline de recrutement, dans deux établissements situés dans des communes différentes...)**.(P. J. n°1 à X).

RAPPEL DES FAITS.

Décrire les faits: les différentes décisions rectorales, les démarches entreprises, les réponses rectorales, au cas échéant les pressions exercées... (agrémenter le rappel des faits effectué dans le recours gracieux pour que les membres du TA comprennent bien la situation)

DISCUSSION

Sur la recevabilité du recours:

Discuter et justifier des délais du recours contentieux par rapport aux recours au sein du rectorat.

Sur le bien fondé du recours:

Les décisions précitées me paraissent illégales tant au fond qu'en la forme.

En la forme (sur la légalité externe de l'acte attaqué) :

Indiquer ici si il y a des défauts au niveau des procédures rectorales concernant les décisions attaquées.

Au fond (sur la légalité interne de l'acte attaqué) :

L'affectation au(x) **établissement(s) d'affectation**, n'est pas conforme à mon statut puisqu'elle est **indiquer les entorses au droit, succinctement.**

En effet, s'ensuit la discussion sur les textes (en les citant dans la discussion et en les joignant et les numérotant en pièces jointes), sur les réponses rectorales éventuelles (en les joignant et les numérotant en pièces jointes), sur la situation professionnelle et/ou personnelle ouvrant droit à dommages pour préjudices (soit en produisant des pièces soit en justifiant)...

C'est là où il faut être persuasif.

CONCLUSION:

Par ces motifs et sous réserve de tous autres à produire, déduire ou suppléer au besoin d'office, j'estime donc qu'il y a là préjudice sur la dignité de ma fonction (non respect des obligations statutaires définies par les décrets), préjudice sur le déroulement de carrière, préjudice moral (**rappel rapide de la justification**), en plus des troubles dans les conditions d'existence (**rappel rapide de la justification**).

En conséquence je conclus en sollicitant la grande bienveillance du Tribunal en vue de :

1°) annuler de la décision d'affectation du **date** et de l'arrêté d'affectation du **date** qui m'affectent dans **indiquer les entorses au droit (ex: dans une discipline différente de ma discipline de recrutement, dans deux établissements situés dans des communes différentes...),**

2°) condamner l'État à me verser la somme de 10 000 € en réparation des préjudices moral, professionnel et des troubles dans les conditions d'existence,

3°) condamner l'État à me verser la somme de 300 € en application de l'article L. 8-1 du code des tribunaux administratifs en vue d'obtenir le remboursement des frais exposés non compris dans les dépens,

4°) enjoindre l'État, en application des articles L. 8-2 et L. 8-3 du NCTA, de procéder dans un délai de 3 mois au remboursement des sommes dues à ce titre en application du présent jugement, sous une astreinte de 30€ par journée de retard.

Je tiens à la disposition du Tribunal les originaux des documents que j'ai en ma possession, si celui-ci en décidait la communication. Aussi, je me tiens à sa disposition pour lui fournir tout renseignement complémentaire qui me sera demandé.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les Conseillers, l'expression de ma très haute considération.

Fait à **ville**, le **06 juin 2007**.

Prénom nom, signature.

Bordereau descriptif des pièces jointes au dossier.

P.J. n° 1 : décision d'affectation datée du **date**.

P.J. n° 2 : arrêté d'affectation datée du **date**.

P.J. n° 3 : **etc.**

Numéroter et joindre toutes les pièces citées dans la requête.